

Les politiques d'intégration incohérentes

L'Agenda d'intégration de l'Afrique est depuis des années en cours de réalisation mais tout comme un mirage, plus on s'y approche plus elle paraît plus lointaine. A la tête des obstacles à surmonter pour parvenir à une intégration bénéfique et significative se trouvent les politiques disjointes auto-infligées et la signature des accords bilatéraux d'investissement qui déraillent le programme même de l'intégration.

Depuis la création de l'Union Africaine (l'Organisation de l'unité africaine d'antan) en 1963, l'intégration a été le cri de ralliement mais cinq décennies plus tard, l'Afrique est toujours loin de l'intégration. Les Communautés Economiques Régionales étaient à un moment donné considérées comme les composantes mais jusqu'à présent elles ont eu peu de succès dans la mise en œuvre de leur programme d'intégration. Plusieurs initiatives telles que le Plan d'Action de Lagos, le Plan d'Abuja, le NEPAD et tout récemment la Zone de Libre-échange continentale toutes visent à réaliser une Afrique intégrée mais elles ne semblent pas fonctionner. La raison n'est pas un manque d'engagement des acteurs mais il y a une prolifération d'initiatives qui visent à réaliser les mêmes objectifs à tel enseigne que rien n'aboutit car les énergies et les ressources sont dissipées.

Le défi est multiforme. En dehors du fait que les pays adoptent individuellement des politiques qui vont à l'encontre des efforts régionaux et continentaux, les organisations régionales et continentales elles-mêmes ont des initiatives et des politiques incohérentes qui déraillent les progrès ou vident le programme d'intégration de sa substance. Un des principaux revers de l'intégration se trouve au niveau des Accords bilatéraux d'investissement que les pays africains signent quelles que soient les implications pour le programme d'intégration du continent. (Voir l'article intitulé les TBI met en péril l'intégration régionale en Afrique. Les accords de partenariat économique que les pays africains sont sur le point de signer avec l'Union Européenne dans le cadre des CER sont aussi des bâtons dans les roues de l'intégration de car ce sont des moyens de désintégrer. Malheureusement, malgré les impacts négatifs des Accords de Partenariat Economique du CARIFORUM avec l'Union Européenne, les pays africains sous la direction de la CEDEAO sont sur le point de signer l'APE.

L'adoption d'une variété de plan de développement industriel visant à intégrer l'Afrique est également confrontée non seulement à des politiques incohérentes mais aussi à des délais et objectifs peu réalistes et des mandats peu clairs quant aux responsabilités (Voir l'article l'Approche stratégique de l'Afrique pour l'industrialisation. A ce point, l'on peut une fois encore mentionner des initiatives comme la Décennie du Développement Industriel de l'Afrique (DDIA) dans les années 80 suivie de l'Initiative des Capacités Africaines et du Développement Industriel Accéléré de l'Afrique (DIAA). Toutes ces initiatives n'ont pas encore abouti à des résultats concrets

Un autre obstacle à franchir est l'obsession pour une monnaie unique comme un préalable à l'intégration. Bien que des études et la réalité ont démontré que les efforts d'intégration de l'Afrique ne reposent pas uniquement sur une monnaie unique, elle est devenue une panacée de l'intégration régionale pour les gouvernements africains et d'autres institutions régionales. (Voir l'article « L'Intégration économique est réalisable avec ou sans monnaie unique).

Si l'Afrique lutte pour s'intégrer, le monde, en particulier le monde développé œuvre en faveur d'une plus grande intégration à travers les océans et les continents. Partenariat pour l'Investissement et le Commerce Transatlantiques et le Partenariat transpacifique sont quelques-uns des blocs commerciaux émergents sur la scène mondiale. Ces partenariats sont noués entre les Etats-Unis et l'Union Européenne et entre les Etats-Unis et ses partenaires de la Coopération Economique de l'Asie Pacifique en général. Quelle est la place de l'Afrique dans tous ces partenariats ? Les grands acteurs du marché mondiale se rassemblent pour assurer que leurs économies ne perdent pas des opportunités alors que les pays africains dont les économies sont faibles et ont besoin d'être ensemble tâtonnent toujours.

Déjà, sans le rassemblement de ces principaux pays en développement, les pays africains souffrent des inefficacités émanant des politiques non viables et incohérentes et combien plus s'ils font face à de grands blocs commerciaux qui découleront de ces partenariats. Les APE posent un danger à l'intégration de l'Afrique puisqu'elle doit traiter avec une Union européenne plus organisée et plus nantie dont l'agenda de la conquête du marché africain est clair.

Un marché africain qui est fragmenté mais offre à UE un débouché disposé et prêt pour ses produits et services. Un marché africain qui en raison de son incapacité à profiter de ses propres atouts ferme ses portes au commerce interne et s'ouvre au « partenaires étrangers ». Le commerce intra-africain représente moins de 10% du commerce total d'importation et d'exportation du continent alors qu'au niveau de l'UE, 68% des importations et 71% des exportations sont intra-régionales.

En fin de compte, le résultat est que les pays africains ne sont pas en mesure de profiter des opportunités continentales pour faire le commerce entre eux-mêmes. Ce qui empêche cette évolution est la présence d'une pléthore d'initiatives de politique et d'accords internationaux et bilatéraux qui vont à l'encontre des efforts régionaux et continentaux d'intégration. Il est grand temps de consolider ces initiatives et d'arrêter la signature des accords bilatéraux inhibant et d'adopter des politiques claires, réalisables et globales qui sont au profit des Africains.

L'intégration économique est réalisable avec ou sans monnaie unique

Un haut degré d'intégration économique peut être réalisé avec ou sans monnaie unique. Cependant une intégration monétaire bien conçue et mise en œuvre de manière efficace peut être très utile, affirme *Kodjo Evlo.

La question d'une monnaie unique ou commune est devenue très épineuse. La monnaie unique ou l'unification des monnaies est un élément spécial de l'intégration régionale. Ainsi, la question est souvent débattue comme un cas spécial dans le cadre des questions générales d'intégration financière et de politique de taux de change ainsi de suite.

A cet égard, quelques économistes font la distinction entre les unions de pseudo taux de change et les unions complètes de taux de change. Un régime de monnaie unique est un cas extrême de régime de taux de change fixe. Tout comme les autres aspects de l'intégration économique, l'intégration monétaire est généralement considérée comme un élément important de la politique de gestion de l'économie. Les érudits comme Copernicus (1526), Bodin (1577), Mill (1894), Lerner (1951), Meade (1957), Scitovski (1958), Mundell (1961, 1973), Johnson et Swoboda (1973) et un grand nombre d'économistes modernes ont examiné ce sujet.

Dans l'histoire contemporaine, le Traité de Rome de 1957 a permis de déplacer le débat d'un domaine essentiellement universitaire vers l'arène de l'élaboration des politiques.

Les gens ont donc commencé à réfléchir sérieusement à l'intégration monétaire et sa signification et en fin de compte aux monnaies communes. Cependant, il n'y a pas de consensus parmi les économistes surtout après l'effondrement du système de Bretton Wood qui a conduit des monnaies flottantes généralisées dans le monde.

La question qui se pose essentiellement est de savoir pourquoi deux ou plusieurs pays adoptent une monnaie commune qui est un cas extrême de taux change fixe dans un monde de flottement généralisé ? ». La réponse est simple, c'est nécessaire à l'intégration régionale. Par conséquent, l'intégration monétaire fait partie de la question générale d'intégration économique. De nos jours, l'intégration régionale est à la mode, surtout avec l'avènement de l'Euro en Europe et la question est devenue très importante. Il y a eu des questions au sujet de l'intégration monétaire dans le processus élargi d'intégration économique et surtout dans la performance et le développement économique (et c'est ce qui importe) et du stade auquel la monnaie unique doit être adoptée.

Bien que le débat soit loin d'être conclu, il est juste d'examiner le rôle, les avantages et les coûts d'une monnaie commune. Le rôle d'une monnaie commune est le rôle bien connu de l'argent en général dans l'activité économique (un moyen d'échange, réserve de valeur etc.). Les avantages et les coûts de ces rôles ont été minutieusement évalués.

La monnaie unique améliore l'utilité de la monnaie en tant que moyen d'échange et réserve de valeur. Par conséquent, elle facilite les transactions entre les pays plus efficace en éliminant le coût de la conversion et l'incertitude au sujet des taux d'échange entre les monnaies nationales.

La liquidité de la monnaie augmente avec le volume des transactions ou la taille de la zone qu'elle couvre. Mais la monnaie d'un pays petit et ouvert peut perdre de la valeur si le pays tout fait face au régime de taux de change flottant.

Par ailleurs, il semble que l'unification des monnaies réduit la nécessité d'avoir des réserves de devise. Selon Mundell, si deux pays forment une union monétaire, ils n'ont pas besoin de réserve pour faire le commerce, ce qui est une bonne chose. Cela implique que plus la zone monétaire est grande, plus les économies de réserve sont importantes. Il y a aussi la propriété de résistance au choc qui est associée à la monnaie commune. L'union monétaire améliore le rôle de résistance au choc des réserves de devise. Le drainage des réserves par les pays membres est une application du principe bien connu du partage des risques. Il existe donc des avantages bien connus mais il y a aussi des coûts.

Cout de la monnaie unique

La première est la perte de l'indépendance ou de la souveraineté des autorités nationales au profit d'une autorité supranationale et la réponse aux questions d'instabilité provenant d'un pays qui est membre de l'union monétaire.

Souvent, il y a des évolutions de temps en temps qui peuvent dérailler le coût relatif des pays participant et dans certains cas menacer la cohérence ou l'existence même de l'Union. Ces éventualités apparaissent si les pays membres n'harmonisent pas ou ne coordonnent pas efficacement la politique économique ou ne réalisent pas la convergence des variables économiques clés à des niveaux bien définis. Un exemple récent est le cas de la Grèce.

Une autre question est l'abandon des usages alternatifs du taux de change comme un outil de politique et l'effet inévitable des perturbations provenant d'une partie de l'union sur les autres membres. Croyez-le ou non, il y a des ressources qui sont consacrées à la résolution des conflits interne au sein des unions monétaires.

Il y a aussi la question épineuse du seigneurage. Comment gère-t-on le seigneurage au sein de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest par exemple ? Il y a de temps en temps des problèmes au sujet du partage du seigneurage dans la région. Des conflits surgissent, heureusement la plupart de ces conflits sont réglés discrètement par la France et il y a peu d'information à cet effet.

Par conséquent, dans quelles circonstances les pays doivent adopter une monnaie commune, compte tenu des avantages et inconvénients ? La question est de savoir quelles sont les conditions à remplir par deux ou plusieurs pays pour former une union monétaire ou adopter une monnaie commune ?

Dans de nombreux cas, la réponse à ces questions n'est pas tout simplement d'ordre économique mais elle est formulée en tenant compte des conditions et des considérations politiques, sociales et historique. Mais, en définitive pour prendre une décision en faveur de l'unification monétaire, les avantages doivent l'emporter sur les inconvénients quelle que soit leur définition.

Il est souvent estimé que pour que les pays créent une union monétaire, il doit y avoir l'avantage de la réduction du coût des transactions. En fait, très souvent, les arguments économiques les plus

convaincants qui sont avancés en faveur de l'unification monétaire sont le volume des transactions commerciales et financières entre les pays concernés et le niveau de convergence des pays vers les niveaux convenus des indicateurs macroéconomiques. Au cas où il n'y a pas de transaction entre les pays, est-il nécessaire d'avoir une monnaie commune ? L'argument est que Plus les transactions commerciales et financières sont énormes entre les deux pays ou au sein de la région, plus les avantages de la monnaie commune sont importantes.

Un autre point mérite d'être mentionnée a trait aux critères de convergence. Ces critères sont réellement nécessairement pour le bon fonctionnement d'une union monétaire. Toutes les communautés économiques régionales (CER) ont défini des critères de convergence que les membres potentiels de l'Union doivent respecter (voir le Traite de Maastricht, le Traite de l'UEMOA, le Traité du COMESA et le Traité de la SADC).

Très souvent, ces critères ne sont pas toujours respectés même dans le cas de la Zone Euro parce que les différents pays membres font face à des réalités socioéconomiques et politiques différents. Pendant plus de 15 ans, les Etats membres de la CEDEAO cherchent à remplir ces critères. La plupart de ces REC n'ont pas encore pu atteindre l'étape de zone de libre-échange. Concernant la taille des transactions intra-régionales, plus les pays sont intégrés, plus la taille des transactions économiques entre eux sont importantes. A cet égard particulier, l'unification monétaire serait plus justifiée dans une région comme la zone euro où le commerce intra-régional est environ 60% du commerce total alors que dans les CER africaines, les échanges commerciaux sont moins de 10%.

Cependant, parmi les CER africaines, les pays de la SADC s'en tirent mieux que les pays de la COMESA par exemple, où le commerce intra-régional est souvent moins du dixième du commerce total. Malgré tous les efforts et les promesses, la situation demeure presque le même pendant les deux dernières décennies. L'une des raisons est que la structure de la production est la même dans ces pays africains et ont très peu de produit qui peuvent l'objet d'échanges commerciaux.

Néanmoins, la taille des transactions économiques intra-régionales et le degré de convergence économique tout court ne doivent pas déterminer l'adoption ou non d'une monnaie commune par les pays. Les coûts doivent être pris en considération. Dans les pays européens ou les pays développés, entre la France et l'Allemagne, le commerce est un peu moins de 10% du commerce bilatéral mais lorsque vous comparez la Belgique et le Luxembourg, il est très élevé, par conséquent, ces pays sont plus intégrés par rapport à d'autres pays européens. Les Etats-Unis et le Canada sont les deux pays les plus intégrés sur le plan économique au monde aujourd'hui. Quarante pour cent des échanges commerciaux se font avec le Etats-Unis mais le Canada ne ressent pas la nécessité d'avoir une monnaie commune avec les Etats-Unis. La monnaie commune est donc quelque chose de merveilleux, c'est pratique mais ce n'est pas un préalable à l'intégration régionale. L'Afrique de l'Ouest a besoin d'une forme d'intégration monétaire, en particulier la convertibilité entre les monnaies. Entre les Etats-Unis et le Ghana, les monnaies sont tellement convertibles que les coûts de transaction sont très faibles et si infimes par rapport à la valeur des transactions et très minimes par rapport aux économies que les peuvent réaliser de l'unification des monnaies. La monnaie commune peut être utile dans d'autres domaines, y compris la croissance économique.

Evidemment, l'intégration régionale fournit un argument fort en faveur de l'unification monétaire. Cependant, il n'y a pas de consensus parmi les économistes sur l'intégration monétaire en tant que pré-requis pour l'intégration régionale. La majorité estime que l'intégration monétaire est un élément éventuel de l'intégration régionale. Mais un nombre assez important pensent que l'unification monétaire peut être une partie intégrante du processus d'intégration économique.

L'expérience de l'Afrique avec les monnaies date de l'époque coloniale pendant laquelle les administrations coloniales britanniques et françaises avaient mis en place des caisses d'émission qui émettaient et géraient les monnaies utilisées dans les colonies. Par conséquent, tous ces colonies ont l'expérience des monnaies uniques dans leurs zones respectives.

Après les indépendances, les caisses d'émission ont été démantelées dans les anciennes colonies britanniques mais ont survécu et ont pris de nouvelles formes dans les anciennes colonies françaises qui ont progressivement abouti à l'UEMOA, la CEMAC, les deux unions monétaires qui sont bien connues en Afrique aujourd'hui.

Les monnaies communes des deux unions le franc CFA de la Communauté financière Africaine en Afrique de l'Ouest et le franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale sont simplement de nouvelles désignations pour Franc des Colonies Françaises d'Afrique.

La création de ces monnaies communes n'a rien à avoir avec l'intégration économique. C'est tout simplement les vestiges de l'influence de la France en tant qu'ancienne puissance coloniale. En fait, les transactions intra-communautaires sont moins intensives au sein de l'UEMOA et la CEMAC par rapport aux autres CER telles que la CEDEAO, la SADC, et la SACU. Les tentatives des autres CER visant à créer une monnaie unique n'ont pas encore abouti.

La monnaie unique et la performance économique en Afrique

De nombreux auteurs ont beaucoup écrit sur le cas de l'union ouest africaine. Devarjan et Melo ont publié une communication brillante selon laquelle les pays de la zone CFA sont plus stables que d'autres pays africains. Ce que les deux auteurs ont examinés était essentiellement le taux d'inflation et le degré d'ouverture dans le contexte du Consensus de Washington.

Stanley Fischer a repris la même chose quelques années plus tard, ils sont revenus et ont dit « qu'il y a un paradoxe à ce niveau. Normalement, les pays qui sont stables doivent enregistrer une croissance accélérée, mais nous ne comprenons pas la situation dans la zone CFA ». Le problème est que la question de la stabilité basée uniquement sur le taux d'inflation ne suffit pas.

Il y a d'autres questions qui sont des pressions déflationnistes parce qu'à leur avis, en Europe, le taux d'inflation doit être moins de 3%, nous devons donc avoir moins de 2% dans nos pays. Mais d'autres chercheurs ont prouvé que dans les pays développés tant que le taux d'inflation ne dépasse pas 10% dans quelques domaines, il n'y a pas de problème grave. Nous avons donc eu en Afrique de l'Ouest des pressions déflationnistes qui sont défavorables à la croissance. D'autres aspects qui ont été soulignés

sont notamment la variabilité des taux de change en soi et si on la compare à la variabilité du taux d'inflation, est élevée dans les pays de la zone CFA par rapport aux pays hors de la zone CFA.

La variabilité de l'inflation peut avoir un effet négatif considérable sur la croissance. Il est évident que les pays de la zone CFA ont des taux d'inflation faibles par rapport aux autres pays. Un examen du taux de croissance révèle que les pays CFA enregistrent une mauvaise performance par rapport aux hors de la zone CFA. Quelles sont les enseignements que nous pourrions tirer de cette situation. L'unification monétaire est bonne, c'est pratique mais n'entraîne pas nécessairement la bonne performance. L'unification monétaire n'est pas synonyme du développement, mais ce dont l'Afrique a besoin est la convertibilité et les moyens de réduire les coûts de transactions qui sont liés à la multiplicité des monnaies.

En conclusion, l'Afrique a beaucoup à apprendre de l'expérience des pays de la zone CFA et de la zone euro. L'unification monétaire est une étape éventuelle de l'intégration économique mais un fort degré d'intégration peut être réalisé sans une monnaie unique. Cependant une intégration monétaire bien conçue et mise en œuvre de manière efficace peut être très utile.

L'unification monétaire n'est donc pas nécessaire pour une intégration économique accélérée ou une bonne performance macroéconomique comme le démontre le cas de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest, et en particulier celui de la CEMAC. La monnaie unique peut être désirable après la réalisation des progrès notables dans l'intégration économique en général. Il faudra franchir l'étape de marché commun au mois afin de faciliter une mise en œuvre réussie de la politique de monnaie commune. Finalement, la monnaie unique n'est pas une voie impérieuse, elle peut être un vrai détournement si elle n'est pas conçue et mise en œuvre de manière efficace.

Professeur Kodjo Evlo est Conférencier à l'Université de Lomé. Ce sont des extraits de sa communication présentée lors d'un Colloque sur l'intégration régionale conjointement organisé par TWN-Africa et la CENUA du 6 au 8 mai à Accra.

L'approche stratégique de l'Afrique en matière d'industrialisation

L'Afrique doit adopter une approche stratégique pour son développement industriel car le secteur manufacturier joue actuellement un rôle insignifiant dans les économies du continent. Dans cet article, *Patrick Osakwe fait une critique et réfléchit sur la voie à suivre en Afrique

Le secteur manufacturier joue un rôle limité dans les économies africaines. Ce qui implique que la contribution de l'industrie manufacturière au PIB en Afrique est très faible par rapport à d'autres régions et à la moyenne mondiale.

L'industrie manufacturière est en déclin depuis les années 90. In 1990, la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB était 15,3%. Au début de la crise financière, elle s'élevait à 10,5 %, ce qui indique un déclin important étant donné qu'elle était à la hausse depuis 1970. Cependant la **part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB est passée de 22,4% dans les pays en développement en 1990 à 23,7% en 2008.**

Ainsi, si la moyenne pour les pays en développement est en croissance, la moyenne pour l'Afrique est en déclin et c'est pour cette raison que l'on parle de l'industrialisation en Afrique et c'est aussi une bonne raison pour les dirigeants africains de se focaliser sur la question de la transformation structurelle parce que s'ils ne prennent pas des dispositions à cet effet, l'Afrique à la traîne dans le processus actuel de mondialisation. C'est un fait dans le débat sur l'industrialisation que l'Afrique ne peut pas se permettre d'ignorer. Le second point à noter est que sur le plan mondial, l'Afrique n'est pas un grand acteur sur le marché de l'industrie manufacturière. La part de l'Afrique dans la valeur ajoutée totale dans le secteur manufacturier est très faible. C'est environ 1% (elle est passée 1,2% en 2000 à 1,1% en 2008). La part du continent dans l'exportation des produits manufacturés est également infime. La situation est restée la même pendant des décennies. Elle est passée de 1% en 2000 à 1,3 en 2008. Mais en Asie de l'Est et du Pacifique elle est passée de 9,5% à 16%, bien qu'en Amérique Latine, elle est passée de 5% à 4,5% pendant la même période.

La structure des entreprises manufacturières en Afrique est dominée par les petites entreprises informelles. En fait, la structure industrielle de l'Afrique est faible en termes du nombre et de la taille moyenne des entreprises. Une étude réalisée récemment sur la taille d'une entreprise manufacturière a révélé que la taille moyenne d'une entreprise manufacturière est de 47 employés par rapport à 171 en Malaisie, 195 au Vietnam et 393 en Thaïlande et 977 en Chine.

Ce qui est encore important, c'est le fait ces petites entreprises ont du mal à se transformer en moyennes ou grandes entreprises. Cela implique qu'il est fort probable qu'une petite entreprise demeure petite et une grande entreprise est susceptible de rester à ce niveau. C'est un grand problème car sans la croissance des entreprises, comment peut-on exploiter les synergies entre les différents types d'entreprises ?

Il y a eu de nombreuses initiatives de développement industriel en Afrique. Au moins depuis les années 80, il y a la **Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA) allant de 1982 à 1999 qui n'a pas fonctionné.** Puis, il y a eu une autre décennie allant de 1992 à 2003 qui non plus n'a pas abouti. Ces

initiatives ont été suivies de l'Initiative pour le renforcement des capacités productives de l'Afrique (2003/2004) qui devrait renforcer les capacités d'approvisionnement mais il y existe toujours des problèmes liés à la capacité d'approvisionnement en Afrique.

Cette initiative a été aussi suivie du **Plan d'Action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA)** adoptée par les Chefs d'Etat en 2008. Sur le plan régional, chaque communauté économique régionale a sa propre initiative de développement industriel. Parfois, elles ne sont pas bien synchronisées avec les initiatives continentales. En conséquence, il y a tant d'initiatives en Afrique qu'il n'est surprenant qu'elles ne produisent pas les résultats désirés. Malheureusement, l'Afrique est de plus en plus reconnue pour cette tendance d'avoir de nombreuses initiatives au lieu de réaliser un haut niveau d'industrialisation et c'est certainement un inconvénient majeur. L'Afrique a donc besoin doit accorder beaucoup de temps aux réflexions sur les moyens d'industrialisation au lieu d'élaborer de nouvelles initiatives lorsque la moitié des initiatives ne sont pas encore mises en œuvre.

L'Afrique doit adopter une approche stratégique de développement industriel. La plupart des décideurs africains disent qu'il y a une stratégie mais malheureusement, il ne s'agit pas d'une stratégie. C'est invariablement souvent une liste de souhaits et non des stratégies.

La plupart des CER et même l'Union Africaine et d'autres organisations régionales disposent d'une vision de développement industriel, mais cette vision n'est qu'une étape dans l'élaboration d'une stratégie. Les lacunes se retrouvent au niveau des questions de modalité, comment y procéder et comment mesurer les progrès de manière crédible.

Une autre critique de des approches de développement industriel de l'Afrique est la tendance de percevoir le développement industriel comme quelque chose qui peut être réalisé sur le plan continental. Une politique industrielle continentale peut ne pas avoir de sens car elle suppose que tous les gouvernements nationaux ont tout intérêt à soutenir de manière efficace le développement industriel régional.

Quelques pays ne sont pas si convaincus. Ils expriment leur soutien politique mais ils ne prennent aucune mesure pour s'assurer qu'il y a du progrès vers la réalisation des objectifs du développement industriel et ce n'est pas surprenant qu'ils ne font pas preuve d'intérêt que l'attend d'eux.

Par définition le développement industriel va de pair avec des politiques industrielles qui sont plus pratiques au niveau national et la raison est simple. Le développement et la mise en œuvre des politiques reposent sur la mobilisation et l'allocation des ressources.

Pour réaliser cet objectif sur le plan continental ou régional, il faudra assigner des responsabilités mais il est difficile de parvenir à un accord dans ces domaines. Les politiques industrielles exigent des décisions relatives à la mobilisation et à l'allocation des ressources et c'est tout un défi de prendre ces décisions au niveau continental. A titre d'exemple, les responsables de ces décisions ne sont pas évidents (l'Union Africaine, les CER etc.). D'aucun estime que l'Union africaine doit prendre ces décisions mais est-ce que les pays membres sont prêts à accorder à l'UA l'autorité pour prendre des décisions sur le développement et les politiques industriel ?

Par ailleurs, la plupart des pays membres ne paient pas leurs cotisations et ne sont donc pas en mesure d'apporter à l'UA l'appui nécessaire pour avancer dans ce domaine. C'est en fait un autre aspect du cadre de développement industriel qui est problématique. Dans certains domaines, il est logique d'avoir des initiatives sur le plan régional mais dans d'autres domaines, ce n'est pas la voie la plus efficace.

La cohérence des initiatives continentales exigent la prise en compte de la faisabilité des actions proposées ainsi que des réflexions profondes sur ces actions et leur intégration dans les plans d'industrialisation du continent.

A la lumière de ce qui précède, pour faire des progrès en matière de promotion du développement industriel, les initiatives continentales doivent se focaliser sur l'élimination des contraintes au développement industriel sur le plan continental et régional. Des projets tels que la construction des infrastructures transfrontalières, l'accès au financement à long terme, l'élimination des barrières au commerce et à aux investissements régionaux, la conception des codes d'investissement étranger avec un accent particulier sur l'environnement compte tenu des effets des investissements étranger sur l'environnement dans quelques pays africains.

La recherche de solution à ces contraintes sur le plan continental et régional faciliterait les progrès par rapport à l'élaboration d'une politique industrielle continentale dont la mise en œuvre serait impossible en raison des questions d'incitation.

L'Afrique aborde l'intégration régionale avec un accent trop lourd sur les petites et moyennes entreprises. Il n'y a aucun pays au monde qui a pu développer sa structurelle industrielle sur la base des PME.

D'aucuns prétendent que de nombreuses entreprises aux Etats-Unis sont des PME mais ne donnent pas des détails sur la taille réelle de ces entreprises américaines. Elles ne sont pas ce que nous dénommons PME en Afrique. Une PME en Chine compte 977 employées. C'est ce qu'ils qualifient de petite entreprise. Lorsqu'on dit que la Chine et les Etats-Unis se développent à partir des petites et moyennes entreprises, il faut admettre que ce qu'ils appellent SME sont bien différentes de celles de l'Afrique car ces dernières sont trop petites. Leur taille est si petite qu'elles ne pourront pas exploiter les économies d'échelle nécessaire pour être compétitive en matière de promotion de l'industrie manufacturière.

Le second point à souligner est que les PME sont généralement bonnes pour la création d'emploi mais cela dépend de leur survie. Nous savons qu'en Afrique les PME survivent à peine. Elles viennent et disparaissent. Très peu d'entre elles s'épanouissent pendant longtemps. Ainsi, si leur taux de survie est faible, elles peuvent créer des emplois mais comment peuvent-elles soutenir ces emplois si elles ne fonctionnent pas pendant longtemps ?

L'enseignement que nous pouvons en tirer est que nous devons accorder une attention particulière à la taille lorsque nous développons les politiques pour le développement industriel, l'objectif ne doit pas être la promotion des petites entreprises au détriment des grandes entreprises. Il faudrait mettre l'accent sur les moyens de créer des liens entre les entreprises existantes dans les pays africains, quelle que soit la taille, elles ont tous besoin d'appui.

Les PME sont importantes mais un accent excessif sur les PME ne tient pas compte du rôle des économies d'échelle dans le développement industriel. L'industrialisation exige des entreprises d'une certaine taille. Ce qui implique que la taille et la croissance sont importantes.

L'Afrique se trouve à un niveau où les avancées sont plutôt maigres en matière d'industrialisation, il faudra donc accorder une attention particulière aux entreprises existantes quelle que soit leur taille. L'accent ne doit pas être mis uniquement sur les PME comme était le cas de par le passé.

L'Afrique doit être réaliste dans la détermination des objectifs d'industrialisation. La plupart des pays africains ont tous des visions : Vision 2015, vision 2020 et Vision 2030. Parfois, ce qu'ils comptent réaliser pendant les dix années prochaines sont peu réalistes.

Certains pays veulent être la prochaine Corée du Sud au monde en dix ans alors qu'ils ne font aucun effort pour y parvenir. Le réalisme est important en matière de développement industriel.

L'Afrique doit faire preuve de réalisme et ne doit pas faire des choses parce que c'est la vogue. Il faut identifier les cibles et élaborer des plans en conséquence car ils sont réalisables.

Les mécanismes de mise en œuvre de la plupart des initiatives sont faibles ou peu crédibles. A titre d'exemple, les dispositions institutionnelles pour la mise en œuvre de l'Initiative pour le Développement Industriel Accéléré de l'Afrique (IDIAA) dépendent énormément de la Commission de l'Union Africaine et des CER qui font face à de graves défis en matière de mobilisation des ressources pour financer les programmes existants. L'initiative IDIAA est un domaine où le manque de réalisme est très évident. La mise en œuvre relève de la responsabilité de la CUA, mais les pays ne fournissent pas les ressources pour les groupes thématiques, comment l'UA peut-elle accomplir cette tâche. Il s'agit des projets laborieux qui exigent beaucoup de fonds.

Les Africains ne peuvent pas critiquer l'UA lorsque leurs gouvernements ne fournissent pas les outils dont l'organisation a besoin pour remplir ses fonctions. Si l'Afrique est sérieuse au sujet de l'industrialisation et veut le réaliser à travers l'UA, elle doit s'assurer que les ressources nécessaires sont mises à la disposition de l'UA pour aborder ces questions importantes.

Finalement, les relations avec les partenaires au développement doivent être en harmonie avec l'objectif de la promotion de l'industrialisation sur le continent.

D'habitude, l'Afrique développe ses programmes et ces programmes sont pris en otage par des facteurs externes. C'est un programme très grave pour l'Afrique surtout quand il s'agit du développement industriel. L'Afrique ne peut pas dépendre des partenaires au développement pour s'industrialiser, c'est la responsabilité de gouvernements africains et des organisations régionales.

Les partenaires au développement peuvent apporter leur appui mais l'Afrique doit préparer la voie. L'Afrique ne doit pas permettre aux partenaires au développement de dicter son orientation comme c'était le cas dans le passé. L'Afrique doit tracer la voie et donner le ton. Il n'y a aucune raison pour que l'Afrique suive l'agenda des partenaires au développement. L'Afrique doit poursuivre son propre

programme et s'il n'est pas conforme aux objectifs des partenaires au développement, il ne vaut pas la peine de solliciter leur appui s'ils ne veulent pas suivre la voie de l'Afrique.

Cette mesure est très importante car il est facile d'être distrait et l'Afrique perd beaucoup de temps sur ces questions de partenaire au développement surtout dans les domaines où elles n'auront pas assez impact en matière de promotion de développement industriel en Afrique.

Patrick Osakwe est Chef du Département Commerce et Pauvreté de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), à Genève, Suisse. Il fait cette communication lors d'un colloque de trois jours sur l'Intégration Economie de l'Afrique tenue du 6 au 8 mai 2014 à Accra, Ghana. Le colloque a été conjointement organisé par TWN-Africa et la CENUA.